

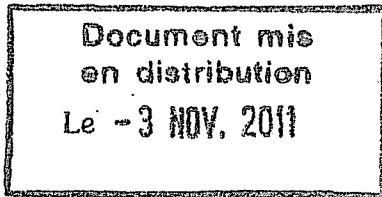
ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission des affaires civiles,  
du logement, de la famille, de la  
parité et de la protection sociale

Papeete, le 3 Novembre 2011

N° 136-2011

RAPPORT



relatif à un projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2010 de l'établissement public industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat » et affectation de son résultat,

présenté au nom de la commission des affaires civiles, du logement, de la famille, de la parité et de la protection sociale,

par Monsieur le représentant Ruben TEREMATE,

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 6187/PR du 11 octobre 2011, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2010 de l'établissement public industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat » et affectation de son résultat.

**1.- LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2010**

Après une année 2009 caractérisée par une perte de 123 millions F CFP liée pour partie à des mouvements conjoncturels, l'année 2010 affiche un résultat très déficitaire de 547 millions F CFP qui traduit quasi-exclusivement des mouvements de fond en dépenses comme en recettes :

- l'état physique des logements et la volonté manifestée début 2010 de reprendre les mises en accession à la propriété des lotissements conduisent à l'augmentation des dépenses d'intervention sur le parc ;
- dans le même temps, la diminution des aides du Pays se confirme en fonctionnement et également en investissement compte tenu des blocages budgétaires en matière d'habitat dispersé.

Dès lors, l'activité de construction ralentit une nouvelle fois en 2010 :

- Aucun nouveau programme en habitat dispersé n'a pu être lancé par l'établissement, le Pays devant au préalable modifier le système de financement en place.
- Le ralentissement des activités de construction en habitat groupé entamé en 2008 témoigne de l'impossibilité pour l'établissement d'opérer une programmation pluriannuelle en l'absence de réserves foncières ou de mise à disposition de terrains aménagés. L'année 2010 a été marquée pour l'essentiel par la réalisation de dépenses d'études, seules 2 opérations (dont une hors Contrat de projets) étant en phase de travaux.
  - Après une vague de déprogrammation en 2008 et 2009 d'opérations sur des fonciers transférés par le Pays mais impropres à la construction de logements sociaux, l'OPH a pu obtenir à la mi-2010 la possibilité d'acquérir du foncier dans le cadre du Contrat de projets. L'année a donc été consacrée à la prospection foncière et aux études de faisabilité correspondantes.

- Les revendications foncières sur les opérations Teroma 2.3 et Motio ont conduit à la caducité des permis de construire obtenus. Compte tenu de la modification du PGA de la commune de Faa'a, les projets ont dû, dès lors, être relancés en phase d'étude.

La gestion locative demeure quant à elle très déficitaire. La diminution des impayés ne se confirme pas en 2010, avec une progression de 135 millions F CFP. Malgré les poursuites engagées, l'OPH ne parvient pas à inverser durablement la tendance en l'absence d'une réforme de l'AFL qui permettrait de solvabiliser les familles les plus modestes, largement touchées par la dégradation des conditions économiques.

Le haut de bilan de l'établissement demeure sain avec des capitaux propres quasi-stables malgré le remboursement anticipé des emprunts souscrits pour les opérations de Teroma 2.3 et Ahonu longtemps revendiquées et du remboursement des subventions correspondantes, soit un total d'environ 1 milliard F CFP.

Ces mouvements conduisent à une nette diminution du fonds de roulement liée à une progression plus rapide des immobilisations que des recettes de subventions ou d'emprunt.

Enfin, le besoin en fonds de roulement s'alourdit, pâtissant du portage des opérations en habitat dispersé et également des retards de paiement du Pays en matière de subventions de fonctionnement.

Au final, le constat reste le même qu'en 2009, avec une nouvelle dégradation de la situation financière de l'OPH sous l'effet de tendances bien connues dont l'inversion semble lointaine.

Le résultat déficitaire témoigne ainsi du déséquilibre structurel du mode de financement de l'OPH dont les loyers et charges facturés ne couvrent même pas les dépenses de personnel et de remboursement de la dette.

En l'absence de réformes de fond relatives au loyer et à l'AFL, la capacité de l'OPH à réaliser sa mission de service public tant en gestion qu'en construction est directement dépendante des financements externes qui se sont drastiquement réduits en 2010.

## 2.- L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2010

À la clôture de l'exercice 2010, le compte financier de l'OPH se présente comme suit :

	SECTION DE FONCTIONNEMENT	SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL
<b>RECETTES</b>	4 000 797 814	1 665 603 786	5 666 401 600
<b>DÉPENSES</b>	4 548 133 146	2 117 579 046	6 665 712 192
<b>RÉSULTATS</b>	- 547 335 332	- 451 975 260	- 999 310 592

Au final, l'exécution budgétaire 2010 se traduit par un déficit de la section de fonctionnement de 547 335 332 F CFP et un déficit de la section d'investissement de 451 975 260 F CFP, conduisant à une diminution du fonds de roulement de l'établissement.

L'instruction comptable M9-5 ne prévoyant pas l'utilisation de la technique des autorisations de programmes et crédits de paiement, les programmes d'investissement sont inscrits en dépenses comme en recettes pour leur montant intégral et donnent lieu à des reports de crédits sur l'année 2011 pour la section d'investissement à hauteur de 8 079 629 736 F CFP en dépenses et 8 885 258 093 F CFP en recettes.

### 2.1 Les recettes de fonctionnement

#### 2.1.1 Revenus d'activités propres à l'OPH

Les principaux revenus d'activités de l'OPH sont de 3 natures : les loyers et charges locatives, la rémunération de maîtrise d'ouvrage (RMO) et la vente de fare commerciaux. Ils augmentent de 5,8 % entre 2009 et 2010.

Les loyers constituent la principale ressource propre de l'établissement et progressent de 15 %, passant de 789 millions F CFP en 2009 à 903 millions F CFP en 2010. Cette évolution est liée à la facturation en année pleine des 192 logements livrés dans le courant de l'année 2009 ainsi que de la livraison de 30 nouveaux logements en début 2010 (résidence sociale Vaihi à Hitiaa).

Il convient de noter également la livraison du lotissement Teiato à la mi-2010 (26 logements à Tiarei). Réalisée dans le cadre de la défiscalisation, les loyers de cette opération figurent toutefois dans les comptes de la SCI, véhicule fiscal portant l'opération. Cette SCI rembourse en contrepartie le prêt consenti par l'OPH aux défiscalisants.

La refacturation des charges, de son côté, progresse de 12,7 %, passant de 134 millions F CFP en 2009 à 151 millions F CFP en 2010, rendant compte également de la facturation en année pleine des livraisons 2009 de résidences sociales.

L'activité de construction reste, pour sa part, en recul. En effet, pour ce qui est du Contrat de projets, l'année 2009 a été consacrée aux études sur les fonciers mis à disposition par le Pays. Ces fonciers se sont révélés majoritairement impropres à la construction de logements sociaux et l'établissement a entamé la prospection de fonciers nouveaux dès qu'il en a eu la possibilité à la mi-2010 (signature d'un avenant au Contrat de projets rendant possible le financement d'assises foncières). Les nouvelles opérations ont donc donné lieu en 2010 à des dépenses d'études. Ce fut également le cas pour les opérations de Teroma 2.3 et de Motio, longtemps bloquées pour cause de revendications foncières : le PGA de la commune de Faa'a ayant été modifié entretemps, les projets arrêtés avant les contestations foncières ont dû être repris en phase d'étude.

Par ailleurs, le rythme de construction des fare en habitat dispersé s'est ralenti, l'OPH ne pouvant lancer de nouveaux programmes compte tenu d'obstacles budgétaires s'imposant au Pays. En effet, jusqu'au programme lancé en 2008, les subventions d'investissement du Pays pour ces opérations en habitat dispersé étaient réglées directement à l'OPH. Au terme de l'analyse des services du ministère de l'économie et des finances et du Payeur de la Polynésie française, ce système doit évoluer afin de permettre un subventionnement direct de l'attributaire final. Ces modifications juridiques, évoquées depuis mi-2009, sont en cours. En 2010, dans l'attente, aucun programme nouveau n'a pu être entamé, l'OPH terminant la queue du programme de 2008.

La RMO témoigne de cette situation avec un fléchissement en 2010 de 29 % (149 millions F CFP) par rapport à l'année 2009 (210 millions F CFP).

Pour sa part, l'activité commerciale reste sur la même tendance que les années précédentes avec 42 kits vendus (159 millions F CFP) contre 45 en 2009 (180 millions F CFP). Les ventes stagnent donc sous l'effet conjugué :

- pour la clientèle des particuliers, des difficultés à faire aboutir les dossiers assortis de prêts aidés,
- et pour les institutionnels, de commandes moindres compte tenu notamment de la diminution du FIP.

### 2.1.2 Les subventions

Les autres revenus de l'OPH (subventions d'exploitation et de fonctionnement) assurent une contribution majeure à l'équilibre financier de l'établissement. Ils représentent comme sur les deux années précédentes sa ressource première avec toutefois une diminution en valeur relative (60 % du total des ressources propres et subventions contre deux tiers des ressources les années précédentes et 49 % des recettes totales).

Cette évolution en valeur relative ne témoigne toutefois pas d'un renforcement des ressources propres, mais d'une diminution des subventions de fonctionnement dont a bénéficié l'établissement.

- Comme en 2009, les arbitrages opérés par le Pays compte tenu de la situation délicate de ses finances ont conduit à une diminution des fonds alloués au titre de la subvention de fonctionnement qui vient, depuis 2006, compenser la désaffectation du FSH. Alors que le Pays s'était engagé à verser annuellement 700 millions F CFP à l'OPH sur la base du montant du dernier produit perçu au titre du FSH (soit 700 millions F CFP), 625 millions F CFP ont été alloués à l'établissement en 2010. Il est à noter qu'au 31 décembre 2010, seuls 250 millions F CFP ont été encaissés, le reste étant comptabilisé en produits à recevoir pour l'OPH et charges à payer pour le Pays.

- Les subventions affectées à l'entretien du parc diminuent également de façon considérable avec 98 millions F CFP au titre des grosses réparations et 102 millions F CFP au titre des dépenses d'assainissement (soit 200 millions F CFP au total contre 291 millions F CFP en 2009). Les dépenses correspondantes se sont élevées dans le même temps à 360 millions F CFP.

### 2.1.3 Les autres ressources de l'établissement

Elles sont constituées par les produits financiers et les produits exceptionnels.

Les produits financiers s'élèvent à 37 millions F CFP et sont pour l'essentiel liés à la modification de la méthode de comptabilisation des flux liés à la défiscalisation.

- Le remboursement du prêt consenti aux défiscalisants a ainsi généré une recette de 36 millions F CFP contre 8 millions F CFP en 2009. Le montant de ce remboursement est, en effet, directement corrélé au montant des loyers facturés au titre des deux résidences sociales concernées (facturation en année pleine des loyers de la résidence sociale Vaimaruia livrée en septembre 2009 et livraison de la résidence Teiato à la mi-2010).
- Compte tenu de la diminution de sa trésorerie disponible et du caractère très peu attractif des taux d'intérêt des bons du Trésor négociables, l'établissement a dégagé 1,4 million F CFP de recettes de placements contre 13 millions F CFP en 2009.

Le cycle exceptionnel, pour sa part, se caractérise pour l'essentiel par :

- La reprise de l'activité d'accession à la propriété. La nomination en début d'année 2010 d'une collaboratrice sur le poste vacant depuis mi-2009 a permis la relance des dossiers. Ainsi, 64 lots ont été sortis de l'actif en 2010 pour 73 millions F CFP de produits de cessions. Seuls 6 lots étaient concernés en 2009.
- La facturation de 23 millions F CFP au titre des contrôles menés dans le cadre de l'habitat dispersé, correspondant au remboursement de l'aide publique pour les attributaires n'ayant pas respecté les obligations s'imposant à eux (critère de la résidence à titre principal durant 10 ans).

Les autres sommes portées en produits exceptionnels concernent notamment les reliquats FSH sur années antérieures (8 millions F CFP), les indemnités journalières (4,5 millions F CFP) et les indemnités d'assurance suite à sinistre.

## 2.2. Les dépenses de fonctionnement

Compte tenu des délais juridiques et budgétaires pour la mise en place d'un nouveau système de subventionnement des programmes en habitat dispersé par le Pays, l'OPH n'a pu lancer de nouveau programme de construction de fare sociaux. L'essentiel des dépenses générées en 2010 correspond au programme des 465 fare bois 2008 qui est en cours d'achèvement.

- Sont ainsi restés actifs les programmes de 30 fare durs 2007, 250 fare bois 2007 et 465 fare bois 2008, avec respectivement 50, 35 et 866 millions de F CFP de dépenses. Les deux premiers programmes seront soldés en 2011.
- Le programme AAHI (aide à l'amélioration de l'habitat insalubre) 2007 a été soldé fin 2010.

Aucun nouveau programme de fare commerciaux bois n'a démarré en 2010, la priorité étant de vendre le stock existant. 16 fare bois ont ainsi été vendus en 2010, le stock final s'établissant dès lors à 20 unités. Par ailleurs, 26 fare durs ont été commandés et vendus.

Hors cycle exceptionnel, les charges de fonctionnement de l'OPH sont quasi-stables par rapport à l'année 2009. La tendance dessinée alors, soit une forte augmentation des dépenses d'intervention sur le parc, se confirme.

- Les dépenses liées à l'entretien du parc et aux grosses réparations (poste « services extérieurs ») ont, en effet, fortement progressé passant de 467 millions F CFP en 2008 à 546 millions F CFP en 2009 et 687 millions F CFP en 2010, soit une progression de 47 % en deux ans. Le vieillissement du parc, la meilleure prise en compte des réclamations et les projets d'accession à la propriété sont à l'origine de ces évolutions.

Ainsi, hors frais de gardiennage, il apparaît que sur les 6 lotissements pour lesquels des dépenses de plus de 25 millions F CFP par site ont été réalisées, 4 sont concernés par le dispositif de l'accèsion à la propriété. 3 sont d'ores et déjà en vente (Taapuna avec 184 logements et 47,5 millions F CFP de dépenses, soit 258 000 F CFP par logement ; Vaiteurupe avec 40 logements et 30 millions de dépenses, soit 750 000 F CFP par logement ; Hamuta avec 82 logements et 26 millions F CFP de dépenses, soit 317 000 F CFP par logement). Le lotissement Te Puhapa (avec 52 logements et 79 millions F CFP de dépenses, soit 1 520 000 F CFP par logement) a, pour sa part, fait l'objet d'une volonté de mise en accession à la propriété en début 2010, mais se heurte à la problématique juridique de l'obtention du certificat de conformité.

Deux autres lotissements, hors procédure d'accèsion à la propriété, ont fait l'objet de travaux importants sur leurs réseaux d'assainissement (Temaui village avec 120 logements et 30 millions F CFP de dépenses, soit 275 000 F CFP par logement ; Vaitavatava avec 128 logements et 30 millions F CFP de dépenses, soit 234 000 F CFP par logement).

Du point de vue de la nature des travaux, les dépenses d'eau et d'assainissement sont les plus importantes, l'OPH possédant 23 stations d'épuration et postes de relevage ainsi que 9 stations de pompage.

- Les services extérieurs en dehors des dépenses liées au parc diminuent sensiblement, avec notamment une réduction drastique des dépenses d'intérim (12 millions en 2010 contre 47 millions en 2009). La solution du contrat à durée déterminée a en effet été privilégiée compte tenu de son moindre coût. Par ailleurs, des prestations intellectuelles spécifiques et ponctuelles avaient été réglées en 2009 (mission d'expertise relative à la grille des loyers, au renforcement de la capacité de maîtrise d'ouvrage, logiciel Sage patrimoine, mission en vue de la requalification de certains personnels) et ne donnent donc plus lieu à dépenses.
- Les frais de personnel augmentent de 4,7 % :
  - La solution juridique du contrat à durée déterminée ayant été préférée à celle de l'intérim, plus coûteuse, le poste s'établit ainsi à 44,6 millions en 2010, soit un doublement par rapport à l'année 2009. Sont ainsi en poste au 31 décembre 2010, 21 collaborateurs en durée déterminée contre 13 à la fin 2009.
  - Les charges sociales progressent de 7,3 % sous l'effet de ces recrutements, mais également de l'augmentation des taux de la CPS survenue en 2010, plus sensible que celle de 2009. À titre d'exemple, la part patronale tranche B, qui n'avait pas évolué entre 2008 et 2009, passe de 8,70 à 9,16 % en 2010.
  - Enfin, les dépenses de personnels permanents progressent de 1,7 % compte tenu, pour l'essentiel, du glissement vieillesse technicité.
- Les charges financières ont également fortement progressé sous l'effet ponctuel des pénalités réglées à l'Agence française de développement (AFD) dans le cadre du remboursement anticipé des emprunts souscrits pour réaliser les opérations de Teroma 2.3 et d'Ahonu. Compte tenu de revendications foncières, ces programmes n'ont en effet pu être réalisés dans les temps et après plusieurs avenants repoussant les dates prévues au contrat de financement, l'AFD a demandé à l'OPH à la mi-2010 de rembourser par anticipation les fonds perçus, comme prévu au contrat. Ce remboursement en capital a généré 100 millions F CFP de pénalités.
- Enfin, si les dotations aux amortissements progressent compte tenu du calcul en année pleine des amortissements sur les 192 logements livrés en 2009 et les 30 logements livrés en début 2010, la provision pour clients douteux est en revanche moins importante que l'année précédente (107 millions F CFP au total dont 88 millions F CFP pour les créances de loyers).

Compte tenu de la meilleure connaissance des revenus des locataires, des admissions en non-valeur ont été comptabilisées pour 12,6 millions F CFP sur les créances de loyers et 6,3 millions F CFP sur les autres titres de recettes (attribution de fare notamment) contre 78,5 millions F CFP en 2009.

Le cycle exceptionnel, pour sa part, est marqué par le versement d'une subvention de 65 millions F CFP dans le cadre du dispositif des collectifs sociaux, versement qui a son exacte contrepartie en recettes (subventions accordées par le Pays), ainsi que par la comptabilisation des cessions d'actifs liées à l'accèsion à la propriété.

## 2.3 Le financement des investissements et l'équilibre du bilan

### 2.3.1 L'utilisation des ressources d'investissement

Les dépenses d'équipement regroupent les terrains, les constructions terminées et en cours, ainsi que les frais d'études et les équipements OPH (parc informatique, véhicules, mobilier...).

L'OPH n'a pas acquis de nouveaux terrains en 2010. Si deux actes de vente ont été signés dans les derniers jours de décembre (assises des opérations Vaitupa Paea et Fariipiti), les dépenses correspondantes ne sont intervenues qu'en début 2011.

En revanche, la reprise de l'activité « accession à la propriété » a conduit à la sortie de terrains de l'actif, à hauteur de 92 millions F CFP répartis sur 11 lotissements.

Les constructions ont augmenté de 473 257 712 F CFP en valeur brute par rapport à l'année 2009.

Le poste « bâtiment », tout d'abord, augmente de près de 224 millions F CFP témoignant de deux mouvements contraires :

- La destruction de l'opération Tipaerui Val (Faa'a) suite à un arrêté de mise en péril de la commune de Faa'a lié à la dangerosité du site, qui vient en diminution du parc OPH pour 183 millions F CFP. À cette destruction, s'ajoute la sortie de l'actif des logements dont la vente a été enregistrée en 2010 pour 317 millions F CFP.
- À l'inverse, la livraison de la résidence Vaihi (Hitiaa) est intervenue en début 2010. Cette opération de 30 logements en location-vente a été intégrée aux constructions pour 680 millions F CFP. Il a également été procédé à l'intégration des dernières dépenses sur les lotissements Puna Nui et Amoe livrés en 2009.

D'autres programmes se sont poursuivis au titre des travaux en cours, générant 544 millions F CFP de dépenses, hors opérations en défiscalisation. Les principales opérations sont les suivantes :

#### Phase d'étude

- Une dizaine d'opérations s'est poursuivie en phase d'étude, pour un total d'environ 93 millions F CFP dont deux tiers mobilisés au titre de 3 opérations prévues au Contrat de projets :
  - le programme de réhabilitation en milieu occupé portant sur 237 logements du parc ancien de l'OPH (21 millions F CFP) ;
  - le programme Outumaoro (Punaauia) de 25 logements qui a généré 13 millions F CFP de dépenses ;
  - le programme Motio Piafau (Faa'a) de 80 logements, longtemps interrompu pour cause de revendications foncières (26 millions F CFP dépensés en 2010 au titre du gardiennage notamment).

#### Phase de travaux

- Les programmes Puna Nui (60 logements à Punaauia), Amoe (27 logements à Mahina) et Vaihi (30 logements à Hitiaa), livrés en 2009 et 2010, se sont achevés en générant 82 millions F CFP de dépenses.
- Financé dans le cadre du Contrat de développement n° 2, le programme de Pofātu (12 logements à Paea) s'est poursuivi dans sa phase de travaux, générant 151 millions F CFP de dépenses. La livraison du site est prévue en novembre 2011.
- L'opération de réhabilitation de la résidence sociale Hamuta Val, financée par le Contrat de projets, s'est également poursuivie en mobilisant près de 120 millions F CFP.
- En parallèle, l'OPH a financé sur fonds propres les travaux de la résidence Luine transférée par le Pays et indispensable au relogement durant les travaux des familles de la résidence Hamuta Val. Ces travaux se sont élevés à 43 millions F CFP.

Les dépenses relatives aux programmes en défiscalisation Vaimarua (anciennement dénommé Teueue) et Teiato se sont également poursuivies. Le premier ensemble de 30 logements, livré à la mi-2009, a généré 9 millions F CFP de débours. Le second, livré en septembre 2010, a conduit à 82 millions F CFP de dépenses. Ces dépenses ont été transférées pour un total de 91 millions F CFP dans la comptabilité de la SCI 2T qui porte juridiquement l'opération.

Au titre des dépenses d'agencement des constructions, l'établissement a, par ailleurs, conduit le programme d'installation ou de remplacement de 1 350 chauffe-eaux solaires sur les résidences du parc ancien. Financée par le Fonds exceptionnel d'investissement (FEI), cette opération a généré 229 millions F CFP de dépenses sur l'année et s'est achevée en 2011.

L'OPH a également finalisé sur fonds propres le programme d'installation d'une centrale photovoltaïque sur la résidence sociale Taoe, pour environ 20 millions F CFP.

Les dépenses d'investissement propres au fonctionnement de l'OPH (mobilier, informatique, véhicules) ont, pour leur part, représenté 30 millions F CFP contre 39 millions F CFP en 2009, avec notamment l'acquisition de 3 véhicules et le remplacement du serveur informatique de l'établissement.

Le remboursement du capital des emprunts s'élève à 811 millions F CFP. L'année 2010 s'est caractérisée par le remboursement anticipé des deux emprunts souscrits en 2006 pour la réalisation des opérations de Teroma 2.3 et d'Ahonu. Les deux programmes sont longtemps restés bloqués par des revendications foncières. Sans perspective de démarrage des travaux dans l'année, l'AFD, après avoir accepté plusieurs reports de la convention de financement, en a demandé le remboursement anticipé pour un total de 584 millions F CFP, auquel se rajoutent les pénalités de retard imputées en section de fonctionnement. En dehors de ce remboursement exceptionnel, le poste est stable avec 185 millions F CFP de dépenses. Aucun nouveau tirage n'a en effet eu lieu.

Fin 2010, le capital des emprunts restant dû s'élève ainsi à 3,451 milliards F CFP. Après prise en compte des opérations d'ordre relatives aux intérêts courus non échus, le montant du poste au bilan est de 3,470 milliards F CFP.

### 2.3.2 Financement sur ressources externes

Afin de financer ses investissements, l'OPH s'appuie majoritairement sur des recettes définitives d'investissement, c'est-à-dire des subventions. Cette tendance est directement corrélée au mode de financement de l'établissement, qui se fait majoritairement par aides publiques. En 2010, 224 millions F CFP de subventions ont été comptabilisées contre 450 millions F CFP en 2009. Les programmes entamés sur la base des précédents conventionnements ont en effet peu ou pas avancé pour cause de revendications foncières alors que les opérations du Contrat de projets sont encore en phase d'étude à la fin 2010. De plus, l'établissement a reversé à l'État 178 millions F CFP encaissés en décembre 2006 au titre de l'avance sur le programme Ahonu, celui-ci ayant été annulé pour cause de revendications foncières puis de modification du plan général d'aménagement de la commune de Mahina.

Après une période de fort accroissement de l'endettement (+ 57 % entre 2005 et 2008), l'OPH n'a pas procédé à de nouveaux tirages d'emprunt pour la deuxième année consécutive. Les demandes auprès de l'AFD sont en effet conditionnées au démarrage des travaux et compte tenu de l'avancée physique des programmes, la première tranche de l'emprunt souscrit en 2009 a été mobilisée en début 2011.

Dans la mesure où l'établissement a dans le même temps procédé à des remboursements anticipés de capital, le niveau d'endettement de l'établissement diminue. Il témoigne d'un financement des logements majoritairement assis sur des aides à la pierre, structure qui devrait se confirmer avec le Contrat de projets (20 % d'emprunt contre 80 % de subventions). Cet endettement demeure essentiellement constitué des financements souscrits auprès de l'AFD (70 % du financement) et également auprès de DEXIA avec les opérations Vaimarua et Teiato menées en défiscalisation (25 %).

Ces recettes réelles sont complétées par la constatation d'une provision pour grosses réparations calculée sur la base d'1 % de la balance d'entrée du compte construction, soit 190 millions F CFP de nouvelles provisions nettes des reprises.

### 2.3.3 - L'équilibre bilanciel

Le bilan décrit à la clôture de l'exercice l'ensemble du patrimoine que l'OPH a constitué d'année en année et les moyens de financement de l'établissement. La mesure de l'équilibre financier s'effectue à travers le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

Le fonds de roulement est égal à la différence entre les financements à plus d'un an (dotations, réserves, subventions, emprunts) et les immobilisations.

Après un pic en 2007 lié au tirage de 90 % d'emprunts AFD sur les opérations du Contrat de développement n° 2, le fonds de roulement a diminué de près de 1,620 milliard F CFP en 3 ans dont 1,027 milliard F CFP entre 2009 et 2010 compte tenu notamment du remboursement anticipé des prêts AFD pour les opérations Teroma 2.3 et Ahonu.

Le fonds de roulement doit permettre en premier lieu de couvrir le décalage entre encaissement de recettes et paiement de dépenses, c'est-à-dire le besoin en fonds de roulement. Le BFR demeure à un niveau élevé avec une variation de + 185 millions F CFP.

- Le niveau des impayés continue de représenter, hors provisions pour clients douteux, 30 mois de quittance (loyers + charges) à la fin 2010, contre 29 mois à la fin 2009.
- Le poids des produits à recevoir s'allège avec 650 millions F CFP contre 788 millions F CFP en 2009. Cette diminution n'est toutefois pas le signe d'une amélioration des conditions de mobilisation des subventions, mais d'un moins grand nombre de demandes formulées par l'OPH compte tenu de l'avancement physique des programmes en investissement. À l'inverse, il faut noter les difficultés rencontrées par l'établissement pour parvenir au paiement des subventions de fonctionnement du Pays, avec notamment les restes à recouvrer sur la subvention ex-FSH qui demeurent de 337,5 millions F CFP en septembre 2011.
- Le portage des opérations d'habitat dispersé s'établit à 748 millions F CFP à la fin 2010.

### 3.- L'AFFECTATION DES RÉSULTATS

Pour l'exercice 2010, le montant définitif des recettes du compte financier de l'Office polynésien de l'habitat est arrêté à 4 000 797 814 F CFP pour la section de fonctionnement et à 1 665 603 786 F CFP pour la section d'investissement, soit un montant total des recettes de 5 666 401 600 F CFP.

Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Office polynésien de l'habitat est arrêté à 4 548 133 146 F CFP pour la section de fonctionnement et à 2 117 579 046 F CFP pour la section d'investissement, soit un montant total des dépenses de 6 665 712 192 F CFP.

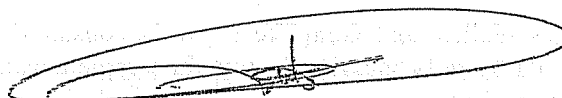
Le résultat déficitaire de la section de fonctionnement, d'un montant de 547 335 332 F CFP, est affecté au compte 119 « Report à nouveau (solde débiteur) ».

\* \* \* \* \*

Après avoir pris acte de ces résultats, le rapporteur propose à ses collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission des affaires civiles, du logement, de la famille, de la parité et de la protection sociale, d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LE RAPPORTEUR

Ruben TEREMATE



**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : OPH1102086DL

**DÉLIBÉRATION N° 2012-28/APF**

**DU 26 JUILLET 2012**

---

portant approbation du compte financier de l'exercice 2010 de l'établissement public industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat » et affectation de son résultat

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 79-22 du 1<sup>er</sup> février 1979 modifiée relative à l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat » ;

Vu l'arrêté n° 1546 CM du 11 octobre 2011 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 4896/2012/APF/SG du 20 juillet 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 136-2011 du 3 novembre 2011 de la commission des affaires civiles, du logement, de la famille, de la parité et de la protection sociale ;

Dans sa séance du 26 juillet 2012 ;

# EXECUTION BUDGETAIRE

## DE L'EXERCICE 2010

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES						
chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats émis	Annulation de mandats	Charges nettes	Crédits inemployés
60	ACHATS	744 635 591	653 462 271	85 745 415	567 716 856	176 918 735
61	SERVICES EXTERIEURS	831 700 000	977 369 060	166 941 445	810 427 615	21 272 385
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 368 308 771	761 498 917	33 761 458	727 737 459	640 571 312
63	IMPOTS TAXES VERSEMENTS DIVERS	1 000 000	255 340	0	255 340	744 660
64	CHARGES DE PERSONNEL	874 363 925	878 099 426	56 056 627	822 042 799	52 321 126
65	AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	135 800 000	80 037 473	0	80 037 473	55 762 527
66	CHARGES FINANCIERES	266 000 000	304 622 190	50 868 364	253 753 826	12 246 174
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	147 600 000	248 298 043	38 371 147	209 926 896	-62 326 896
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVIS	1 091 000 000	1 121 114 426	46 645 272	1 074 469 154	16 530 846
69	IMPOT SUR LES BENEFICES	15 000 000	1 765 728	0	1 765 728	13 234 272
	Virement à la section 2	0				
	<b>TOTAL DEPENSES Section 1</b>	<b>5 475 408 287</b>	<b>5 026 522 874</b>	<b>478 389 728</b>	<b>4 548 133 146</b>	<b>927 275 141</b>

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES						
chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Produits nets	Crédits inemployés
70	PRESTATIONS DIVERSES	1 474 650 000	1 317 617 084	94 538 768	1 223 078 316	251 571 684
72	PRESTATIONS DIVERSES	0	0	0	0	0
74	SUBVENTIONS	3 041 296 204	2 133 999 940	29 778 239	2 104 221 701	937 074 503
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	30 000 000	57 218 880	1 216 800	56 002 080	-26 002 080
76	PRODUITS FINANCIERS	2 000 000	38 169 347	0	38 169 347	-36 169 347
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	460 000 000	717 790 785	195 716 841	522 073 944	-62 073 944
78	REPRISES SUR PROVISIONS	145 000 000	57 252 426	0	57 252 426	87 747 574
	Virement de la section 2	322 462 083				
	<b>TOTAL RECETTES Section 1</b>	<b>5 475 408 287</b>	<b>4 322 048 462</b>	<b>321 250 648</b>	<b>4 000 797 814</b>	<b>1 152 148 390</b>

déficit de la section

-547 335 332

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES

Chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Emis	Annulation de mandats	Dépenses nettes	Crédits à reporter
13	SUBVENTIONS	390 000 000	391 784 509	0	391 784 509	0
15	PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	45 000 000	38 391 154	0	38 391 154	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	831 000 000	844 837 863	12 365 950	832 471 913	0
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	132 413 947	31 504 660	1 421 745	30 082 915	102 331 032
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 754 459 481	283 401 791	2 071 381	281 030 410	1 473 429 071
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	7 045 211 778	657 490 033	113 371 888	543 818 145	6 501 393 633
26	PARTICIPATIONS	0	0	0	0	0
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	2 476 000	0	0	0	2 476 000
	Virement à la section 1					
	Augmentation du fonds de roulement	0				
<b>TOTAL DEPENSES Section 2</b>		<b>12 241 926 813</b>	<b>2 246 810 010</b>	<b>129 230 964</b>	<b>2 117 579 046</b>	<b>8 079 629 736</b>

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES

Chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Recettes nettes	Crédits à reporter
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	8 021 710 755	877 818 912	295 343 631	582 475 281	7 439 235 474
15	PROVISIONS POUR CHARGES D'EXPLOITATION	220 000 000	228 637 358	0	228 637 358	0
16	EMPRUNTS	1 463 022 619	18 424 302	0	18 424 302	1 446 022 619
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	97 400 699	0	97 400 699	0
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	253 656	0	253 656	0
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	0	0	0	0	0
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	821 000 000	740 375 986	1 963 496	738 412 490	0
	Virement de la section 1	0				
	Contraction du fonds de roulement	0				
<b>TOTAL RECETTES Section 2</b>		<b>10 525 733 374</b>	<b>1 962 910 913</b>	<b>297 307 127</b>	<b>1 665 603 786</b>	<b>8 885 258 093</b>

déficit de la section

-451 975 260

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES  
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CLASSE 6

DEPENSES				Autorisations Budgétaires	Mandats Emis	Annulation de mandats	Charges nettes	
Chap.	Art.	Par.	Ana.	Totales				
60				<b>ACHATS</b>	<b>744 635 591</b>	<b>653 462 271</b>	<b>85 745 415</b>	<b>567 716 856</b>
				<i>Achats hors fare et AAHI</i>	<i>499 545 670</i>	<i>381 814 204</i>	<i>85 745 415</i>	<i>296 088 789</i>
	3	7		Variation de stocks	0	81 323 568	41 397 424	39 926 144
	6	10		Fournitures non stockables eau	77 000 000	69 095 758	10 042 783	59 052 975
	6	11		Fournitures non stockables électricité	85 000 000	86 946 890	10 960 365	75 986 525
	6	12		Fournitures non stockables essence	8 000 000	9 649 241	2 109 930	7 539 311
	6	30		Fournitures d'entretien et petit équipement	5 000 000	3 972 657	225 628	3 747 029
	6	40		Fournitures de bureau	3 500 000	3 871 476	598 371	3 273 105
	6	50		Vêtements de travail, linge	450 000	156 425	0	156 425
	6	80		Autres matières et fournitures	2 000 000	2 232 604	159 675	2 072 929
	7	1		Achat marchandises fare OPH	245 089 921	271 622 284	0	271 622 284
	7	2		Achat marchandises AAHI	0	25 783	0	25 783
	7	3		Achat marchandises Fare commerciaux	318 595 670	124 565 585	20 251 239	104 314 346
61				<b>SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>831 700 000</b>	<b>977 369 060</b>	<b>166 941 445</b>	<b>810 427 615</b>
	2	20		Crédit Bail Mobilier	9 000 000	9 613 477	715 546	8 897 931
	3	20		Locations	46 000 000	46 484 439	90 000	46 394 439
	3	50		Locations mobilières	200 000	0	0	0
	4	00		Charges de copropriété	40 000 000	52 468 521	32 737 265	19 731 256
	5	20		Entretien s/biens immobiliers	11 500 000	9 032 338	1 396 260	7 636 078
	5	30		Entretien lotissements	320 000 000	445 743 767	51 202 471	394 541 296
	5	31		Grosses réparations	358 000 000	372 019 478	78 920 473	293 099 005
	5	50		Entretien s/biens mobiliers	10 000 000	8 243 119	1 485 959	6 757 160
	5	60		Entretien véhicules	9 500 000	7 238 762	269 212	6 969 550
	6	00		Primes d'assurances	26 000 000	25 582 251	54 287	25 527 964
	8	10		Documentation générale	1 500 000	942 908	69 972	872 936
62				<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>1 368 308 771</b>	<b>761 498 917</b>	<b>33 761 458</b>	<b>727 737 459</b>
				<i>Autres services extérieurs hors fare</i>	<i>186 500 000</i>	<i>184 495 766</i>	<i>32 908 958</i>	<i>151 586 808</i>
	2	60		Honoraires	11 000 000	10 386 019	888 600	9 497 419
	2	70		Frais d'acte et de contentieux	27 000 000	23 379 812	505 876	22 873 936
	3	10		Annonces et insertions	10 000 000	8 062 698	972 310	7 090 388
	3	3		Promotion de l'activité commerciale	8 000 000	6 316 405	1 031 775	5 284 630
	3	8		Communication OPH	12 000 000	6 508 668	55 000	6 453 668
	4	70		Transports collectifs du personnel	6 000 000	5 471 228	961 160	4 510 068
	4	80		Transports divers	500 000	132 920	84 000	48 920
	5	60		Frais de mission	6 500 000	3 412 288	0	3 412 288
	5	70		Réception	1 000 000	1 461 993	66 965	1 395 028
	6	00		Frais postaux et de télécommunications	14 000 000	13 863 797	1 529 581	12 334 216
	8	10		Concours divers (cotisations)	2 000 000	1 632 816	0	1 632 816
	8	20		Travaux et prestations exécutés par l'extérieur	82 000 000	99 162 008	21 018 347	78 143 661
	8	21		Formation continue	6 500 000	4 705 114	5 795 344	-1 090 230
	8	25		Mise en œuvre fare OPH	1 181 808 771	577 003 151	852 500	576 150 651

63		<b>IMPOTS TAXES VERSEMENTS DIVERS</b>	<b>1 000 000</b>	<b>255 340</b>	<b>0</b>	<b>255 340</b>
5	12	Taxe foncière	0	0	0	0
7	8	Taxes diverses	1 000 000	255 340	0	255 340
64		<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>874 363 925</b>	<b>878 099 426</b>	<b>56 056 627</b>	<b>822 042 799</b>
1	10	Rémunérations du personnel permanent	572 000 000	548 238 475	0	548 238 475
1	20	Congés payés	3 500 000	825 867	10 112 411	-9 286 544
2	0	Rémunérations du personnel temporaire	60 000 000	44 506 881	0	44 506 881
5	00	Charges sociales	236 000 000	281 664 278	45 944 216	235 720 062
7	20	Comité entreprise	2 863 925	2 863 925	0	2 863 925
65		<b>AUTRES CHARGES GESTION COURANTE</b>	<b>335 800 000</b>	<b>80 037 473</b>	<b>0</b>	<b>80 037 473</b>
1	10	Redevances logiciels	5 800 000	6 296 600	0	6 296 600
4	10	Créances de l'exercice	0	0	0	0
4	40	Créances des exercices antérieurs	100 000 000	21 743 153	0	21 743 153
8		Charges gestion ressources affectées	30 000 000	51 997 720	0	51 997 720
66		<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>266 000 000</b>	<b>304 622 190</b>	<b>50 868 364</b>	<b>253 753 826</b>
1		Charges d'intérêts	266 000 000	304 622 190	50 868 364	253 753 826
67		<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>147 600 000</b>	<b>248 298 043</b>	<b>38 371 147</b>	<b>209 926 896</b>
1	20	Annulation OR exercices antérieurs	23 000 000	32 216 736	20 973 948	11 242 788
1	50	Subventions accordée au collectifs sociaux	53 000 000	64 817 419	0	64 817 419
1	80	Reversements de trop perçus et impayés	100 000	0	0	0
1	85	Indemnités exceptionnelles	1 000 000	0	0	0
2	00	Autres charges exercices antérieurs	20 500 000	23 708 255	17 397 199	6 311 056
5	20	Valeur comptable des actifs cédés	50 000 000	127 555 633	0	127 555 633
8	80	Charges exceptionnelles diverses	0	0	0	0
68		<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>	<b>1 091 000 000</b>	<b>1 121 114 426</b>	<b>46 645 272</b>	<b>1 074 469 154</b>
1	11	Immobilisations incorporelles	11 000 000	18 800 249	0	18 800 249
1	12	Immobilisations corporelles	810 000 000	721 575 737	1 963 496	719 612 241
1	5	Provisions pour congés	0	0	0	0
1	62	Provisions pour grosses réparations	220 000 000	228 637 358	0	228 637 358
1	74	Provisions pour clients douteux	50 000 000	152 101 082	44 681 776	107 419 306
69		<b>IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	<b>15 000 000</b>	<b>1 765 728</b>	<b>0</b>	<b>1 765 728</b>
5		Impôt sur les sociétés	15 000 000	1 765 728	0	1 765 728
		Virement à la section 2				
		<b>TOTAL DEPENSES Section 1</b>	<b>5 475 408 287</b>	<b>5 026 522 874</b>	<b>478 389 728</b>	<b>4 548 133 146</b>

**OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES  
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CLASSE 7**

F1002  
Ind 1

RECETTES		Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Produits nets
Chap.	Art. Par. Par.					
70		<b>PRESTATIONS DIVERSES</b>	<b>1 474 650 000</b>	<b>1 317 617 084</b>	<b>94 538 768</b>	<b>1 223 078 316</b>
	1 1	Vente fare commerciaux	387 150 000	158 977 990	0	158 977 990
	8 30	Locations diverses	940 000 000	966 711 503	64 022 308	902 689 195
	8 80	Autres produits	145 000 000	180 233 978	28 943 205	151 290 773
	8 82	Autres produits divers	2 500 000	11 693 613	1 573 255	10 120 358
72		<b>PRESTATIONS DIVERSES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2	Production immobilisée	0	0	0	0
74		<b>SUBVENTIONS</b>	<b>3 041 296 204</b>	<b>2 133 999 940</b>	<b>29 778 239</b>	<b>2 104 221 701</b>
	1	Subvention FREPF + MOUS	4 500 000	1 180 344	558 125	622 219
	4	Subvention Pays (ress. affect. fare AAHI)	1 561 996 204	842 064 480	6 471 540	835 592 940
		Subvention Pays Remboursement TVA	0	0	22 206 550	-22 206 550
		Subvention Pays Collectifs sociaux	53 000 000	64 817 419	0	64 817 419
		Subvention Pays CAH	251 000 000	251 000 000	0	251 000 000
		Subvention MOUS Pays et Communes	4 800 000	0	0	0
		Subvention Pays G.R.	198 000 000	98 000 000	0	98 000 000
		Subvention Pays Compensation FSH	700 000 000	625 000 000	0	625 000 000
		Subvention Pays Destruction Tipaerui Val	11 000 000	0	0	0
		Subvention Pays Assanissement	102 000 000	102 000 000	0	102 000 000
	6	Dons et legs	0	0	0	0
	8	RMO	155 000 000	149 937 697	542 024	149 395 673
75		<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>30 000 000</b>	<b>57 218 880</b>	<b>1 216 800</b>	<b>56 002 080</b>
	8	Participations fare	30 000 000	57 218 880	1 216 800	56 002 080
76		<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>2 000 000</b>	<b>38 169 347</b>	<b>0</b>	<b>38 169 347</b>
	1	Remboursement Intérêts Emprunt Défiscalisant	0	36 746 516	0	36 746 516
	4 00	Intérêts comptes à terme	2 000 000	1 422 831	0	1 422 831
77		<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>460 000 000</b>	<b>717 790 785</b>	<b>195 716 841</b>	<b>522 073 944</b>
	1 60	Recouvrement Sur Creances Admises En Non Valeur	0	4 345 954	0	4 345 954
	1 80	Produits except. sur gestion exercice	20 000 000	8 622 377	0	8 622 377
	2 00	Produits exceptionnels sur ex. antérieurs	30 000 000	70 781 043	26 064 974	44 716 069
	5 20	Produits cession éléments d'actif	20 000 000	212 873 224	140 268 189	72 605 035
	7 00	Quote-part des subv. virées au résultat	390 000 000	421 168 187	29 383 678	391 784 509
78		<b>REPRISES SUR PROVISIONS</b>	<b>145 000 000</b>	<b>57 252 426</b>	<b>0</b>	<b>57 252 426</b>
	1 50	Pour risques et charges d'exploitation	0	0	0	0
	1 62	Grosses réparations	45 000 000	38 391 154	0	38 391 154
	1 74	Pour créances douteuses	100 000 000	18 861 272	0	18 861 272
		Virement de la section 2	322 462 083			
		<b>TOTAL RECETTES Section 1</b>	<b>5 475 408 287</b>	<b>4 322 048 462</b>	<b>321 250 648</b>	<b>4 000 797 814</b>

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES  
SECTION D'INVESTISSEMENT - CLASSES 1, 2, 3

DEPENSES				Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Emis	Annulation de mandats	Dépenses nettes	Crédits à reporter	
Chap.	Art.	Par.	Ana.						
13				<b>SUBVENTIONS</b>	390 000 000	391 784 509	0	391 784 509	0
	1			Subvention d'investissement	0	0	0	0	
	1	8		Subvention d'équipement- SCI 2T	0	0	0	0	
	9			Subvention d'invest.inscrite au compte de résultat	390 000 000	391 784 509	0	391 784 509	
15				<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	45 000 000	38 391 154	0	38 391 154	0
	1	1		Provisions pour litige	0	0	0	0	
	7			Provisions pour Grosses Réparation	45 000 000	38 391 154	0	38 391 154	
16				<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	831 000 000	844 837 863	12 365 950	832 471 913	0
	4			Emprunts auprès des étab.de crédit	810 000 000	823 336 759	12 365 950	810 970 809	
	8			ICNE	21 000 000	21 501 104	0	21 501 104	
20				<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	132 413 947	31 504 660	1 421 745	30 082 915	102 331 032
	3			Frais d'études	121 553 072	28 278 254	894 300	27 383 954	94 169 118
	5			Brevets et licences	10 860 875	3 226 406	527 445	2 698 961	8 161 914
21				<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	1 754 459 481	283 101 791	2 071 381	281 030 410	1 473 429 071
	1	1		Achats de terrains nus	922 378 541	1 963 496	0	1 963 496	920 415 045
	1	2		Achats de terrains aménagés	142 230 000	0	0	0	142 230 000
	3	1		Achat immeubles	0	0	0	0	0
	3	5		Installations agencements aménagements	615 682 457	249 625 647	0	249 625 647	366 056 810
	5	40		Matériel et outillage	752 092	0	0	0	752 092
	8	10		Installations générales et agencements	0	0	0	0	0
	8	20		Matériel roulant	15 636 282	13 360 000	0	13 360 000	2 276 282
	8	30		Matériel informatique et de bureau	14 982 761	6 465 378	0	6 465 378	8 517 383
	8	40		Mobilier	31 854 953	8 512 742	2 071 381	6 441 361	25 413 592
	8	8		Matériel lourd	10 942 395	3 174 528	0	3 174 528	7 767 867
23				<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	7 045 211 778	657 190 033	113 371 888	543 818 145	6 501 393 633
26				<b>PARTICIPATIONS</b>	0	0	0	0	0
27				<b>DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS</b>	2 476 000	0	0	0	2 476 000
	4	1		Prêts aux défiscalisants					
	5	5		Cautionnements	2 476 000	0	0	0	2 476 000
				Virement à la section 1	322 462 083				
				Augmentation du fonds de roulement	2 710 085				
				<b>TOTAL DEPENSES Section 2</b>	<b>10 525 733 374</b>	<b>2 246 810 010</b>	<b>129 230 964</b>	<b>2 117 579 045</b>	<b>8 079 629 736</b>

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES SECTION D'INVESTISSEMENT - CLASSES 1, 2, 3							
RECETTES		Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Recettes nettes	Crédits à reporter
Chap.	Art. Par. Par.						
13		<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	8 021 710 755	877 818 912	295 343 631	582 475 281	7 439 235 474
	1	Subvention d'investissement	8 021 710 755	877 818 912	295 343 631	582 475 281	7 439 235 474
15		<b>PROVISIONS POUR CHARGES D'EXPLOITATION</b>	220 000 000	228 637 358	0	228 637 358	0
	1 1	Provisions pour litiges		0	0	0	
	7 20	Provisions charges exploitation	220 000 000	228 637 358	0	228 637 358	
	8 2	Provisions congés payés					
16		<b>EMPRUNTS</b>	1 463 022 619	18 424 302	0	18 424 302	1 446 022 619
	4	Emprunts	1 463 022 619	0	0	0	1 446 022 619
	8 8	Intérêts courus	17 000 000	18 424 302	0	18 424 302	
21		<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		97 400 699	0	97 400 699	
	1 1	Terrains nus	0	97 400 699	0	97 400 699	0
	1 2	Terrains aménagés	0	0	0	0	0
	3 1	Bâtiments	0	0	0	0	0
	8 2	Matériel roulant	0	0	0	0	0
23		<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	0	253 656	0	253 656	0
27		<b>DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS</b>	0	0	0	0	0
	5 5	Cautionnements	0	0	0	0	
28		<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS</b>	821 000 000	740 375 986	1 963 496	738 412 490	
		Virement de la section 1					
		Contraction du fonds de roulement					
<b>TOTAL RECETTES Section 2</b>			<b>10 525 733 374</b>	<b>1 962 910 913</b>	<b>297 307 127</b>	<b>1 665 603 786</b>	<b>8 885 258 093</b>

## BALANCE

DE L'EXERCICE 2010

Comptes	Balance d'entrée		Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations 2010		Balance de sortie		
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	
102		409 131 909						0			409 131 909
1035	0	0						0	0	0	0
1061		2 235 947 416						0	0	0	2 235 947 416
106		2 235 947 416						0	0	0	2 235 947 416
110		4 610 163 641						0	0	0	4 610 163 641
119	161 191 584	0			123 231 090			123 231 090	0	284 422 674	0
129		-123 231 090			4 548 133 146	4 124 028 904		4 548 133 146	4 124 028 904		-547 335 332
131		18 627 273 056	295 343 631	877 818 912	363 628 344	4 520 617		658 971 975	882 339 529		18 850 640 610
131	0	18 627 273 056	295 343 631	877 818 912	5 034 992 560	4 128 549 521		5 330 336 211	6 006 368 433	284 422 674	22 913 468 919
139	8 693 515 950	0	391 784 509	0	119 774 124	420 852 749		511 558 633	420 852 749	8 784 221 834	0
139	8 693 515 950	0	391 784 509	0	119 774 124	420 852 749		511 558 633	420 852 749	8 784 221 834	0
1511		8 590 419	0	0				0	0		8 590 419
15720		1 332 166 967	38 391 154	228 637 358				38 391 154	228 637 358		1 522 413 171
1582		0						0	0		0
15	0	1 340 767 386	38 391 154	228 637 358	0	0		38 391 154	228 637 358	0	1 631 003 590
16402		3 197 495 009	770 437 031	0				770 437 031	0		2 427 057 978
16403		59 891 590	37 700 408	12 365 950		12 365 950		37 700 408	24 731 900		46 923 082
16404		49 463 803	0	0	12 365 950	0		12 365 950	0		37 097 853
16405		91 227 562	7 664 760	0				7 664 760	0		83 562 802
16406		864 074 470	7 534 560	0				7 534 560	0		866 539 910
1688		21 501 104	21 501 104	18 424 302				21 501 104	18 424 302		18 424 302
16	0	4 283 663 538	844 837 863	30 790 252	12 365 950	12 365 950		857 203 813	43 166 202	0	3 469 605 927
classe 1	8 854 707 534	31 383 695 856	1 570 357 157	1 137 246 522	5 167 132 654	4 561 768 220		6 737 489 811	5 699 014 742	9 068 644 508	30 559 157 761
203	33 061 904	0	28 278 254	894 300	12 526 058	16 460 289		40 804 312	17 354 589	56 511 627	0
203	33 061 904	0	28 278 254	894 300	12 526 058	16 460 289		40 804 312	17 354 589	56 511 627	0
205	45 138 753	0	3 226 406	527 445	0	0		3 226 406	527 445	47 837 714	0
205	45 138 753	0	3 226 406	527 445	0	0		3 226 406	527 445	47 837 714	0
2111	5 637 848 720	0	1 963 496	97 400 699	0	0		1 963 496	97 400 699	5 542 411 517	0
2112	1 232 413 131	0	0	0	0	0		0	0	1 232 413 131	0
211	6 870 261 851	0	1 963 496	97 400 699	0	0		1 963 496	97 400 699	6 774 824 648	0
2131	22 821 904 648	0	0	0	724 795 920	500 946 355		724 795 920	500 946 355	23 045 754 213	0
2135	41 613 614	0	249 625 647	0	0	0		249 625 647	0	291 239 261	0
213	22 863 518 262	0	249 625 647	0	724 795 920	500 946 355		974 421 567	500 946 355	23 336 993 474	0
2154	8 056 933	0	0	0	0	0		0	0	8 056 933	0
215	8 056 933	0	0	0	0	0		0	0	8 056 933	0
2181	45 576 702	0	0	0	0	0		0	0	45 576 702	0
2182	116 023 215	0	13 360 000	0	0	24 530 000		13 360 000	24 530 000	104 853 215	0
2183	102 533 953	0	6 465 378	0	0	0		6 465 378	0	108 999 331	0
2184	61 945 047	0	8 512 742	2 071 381	0	0		8 512 742	2 071 381	68 386 408	0
2188	8 910 911	0	3 174 528	0	0	0		3 174 528	0	12 085 439	0
218	334 989 828	0	31 512 648	2 071 381	0	24 530 000		31 512 648	26 601 381	339 901 095	0
231	1 827 641 194	0	657 190 033	113 625 544	16 460 289	735 358 482		673 650 322	848 984 026	1 652 307 490	0
23	1 827 641 194	0	657 190 033	113 625 544	16 460 289	735 358 482		673 650 322	848 984 026	1 652 307 490	0
261	150 400 000	0	0	0	0	0		0	0	150 400 000	0
26	150 400 000	0	0	0	0	0		0	0	150 400 000	0
2741	727 887 700	0	0	0	0	0		0	0	727 887 700	0
2748	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0
2755	1 817 740	0	0	0	0	300 000		0	300 000	1 517 740	0
27	729 705 440	0	0	0	0	300 000		0	300 000	729 405 440	0

Comptes	Balance d'entrée		Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations 2010		Balance de sortie	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2803		6 465 856		11 339 132	0	0	0	11 339 132		17 804 988
2805		26 039 532	0	7 461 117	0	0	0	7 461 117		33 500 649
28131		14 098 137 095	1 963 496	692 672 598	470 831 421	1 963 496	472 794 917	694 636 094	14 319 978 272	38 203 513
28135		36 522 558	0	1 680 955	0	0	0	1 680 955		7 503 358
28154		7 032 141	0	471 217	0	0	0	471 217		45 576 702
28181		45 576 702	0	0	0	0	0	0		78 026 656
28182		89 201 772	0	13 354 884	24 530 000	0	24 530 000	13 354 884		98 709 243
28183		91 839 281	0	6 869 962	0	0	0	6 869 962		55 697 937
28184		50 155 029	0	5 542 908	0	0	0	5 542 908		3 543 229
281881		2 560 016	0	983 213	0	0	0	983 213		
28	0	14 453 529 982	1 963 496	740 375 986	496 361 421	1 963 496	497 324 917	742 339 482	0	14 698 544 547
classe 2	32 862 774 165	14 453 529 982	973 759 980	954 895 355	1 249 143 668	1 279 558 622	2 222 903 668	2 234 453 977	33 096 238 421	14 698 544 547
37	81 323 568	0			41 397 424	81 323 568	41 397 424	81 323 568	41 397 424	
classe 3	81 323 568	0			41 397 424	81 323 568	41 397 424	81 323 568	41 397 424	0
4011		3 468 168			3 468 168	0	3 468 168	0		34 825 586
4012		0			2 657 732 674	2 658 223 877	2 657 732 674	2 658 223 877		191 720 9
4017		66 677 680			67 570 363	55 072 239	67 570 363	55 072 239		541 079 636
4041		60 365 950			1 747 577 978	1 739 045 748	1 747 577 978	1 739 045 748		51 883 9720
4047		52 932 174			25 724 583	7 617 995	25 724 583	7 617 995		34 825 586
408		236 536 797			236 536 797	95 152 413	236 536 797	95 152 413		95 152 413
40	0	419 980 769			4 738 610 563	4 555 712 272	4 738 610 563	4 555 712 272	0	236 482 478
41110	66 825 101				0	28 495 938	0	28 495 938	36 329 163	
41111					0	0	0	0		
41120	0				1 668 685 200	1 626 981 454	1 668 685 200	1 626 981 454	41 703 746	
41121	2 465 610 914				1 183 062 729	975 739 751	1 183 062 729	975 739 751	2 672 833 892	
4117	0				176 362 788	176 362 788	176 362 788	176 362 788	0	
41171	0				263 204	263 204	263 204	263 204	0	
418	0				0	0	0	0	0	
41	2 532 436 015	0			3 028 373 921	2 807 843 135	3 028 373 921	2 807 843 135	2 752 966 801	0
421		285 141			593 856 364	593 571 223	593 856 364	593 571 223		0
4282		45 436 354			10 112 411	0	10 112 411	0		35 323 043
42911	0				0	0	0	0		0
42	0	45 721 495			603 968 775	593 571 223	603 968 775	593 571 223	0	35 323 943
431		63 603 600			287 505 384	280 741 348	287 505 384	280 741 348		56 839 564
437	0	0			0	0	0	0		0
4382	0	9 995 998			0	922 930	0	922 930		10 018 928
4387	0	0			0	0	0	0		0
43	0	73 599 598			287 505 384	281 664 278	287 505 384	281 664 278	0	67 758 492
4417	0	0			251 000 000	251 000 000	251 000 000	251 000 000	0	0
444	9 281 671	0			5 468 000	16 136 399	5 468 000	16 136 399	0	1 386 728
4455	0	0			26 045 965	28 877 484	26 045 965	28 877 484		2 831 519
44566	0	0			15 723 642	15 726 369	15 723 642	15 726 369	0	2 727
44567	5 047 018				133 503	5 047 018	133 503	5 047 018	133 503	
4457		2 728 726			30 433 659	27 550 088	30 433 659	27 550 088		15 418 43
44	14 328 689	2 728 726			328 804 769	344 337 358	328 804 769	344 337 358	288 348	4 220 974

Comptes	Balance d'entrée			Opérations non budgétaires		Total des opérations 2010		Balance de sortie	
	Débit	Crédit		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4663	0	1 110 234		6 574 119	7 197 346	6 574 119	7 197 346	0	1 733 461
4664		40		80 373	80 333	80 373	80 333		0
467		121 896 685		133 920 085	42 517 982	133 920 085	42 517 982		301 494 582
4682		1 662 868 913		960 116 001	6 931 019	960 116 001	6 931 019		709 683 931
4684	2 431 414 708			0	973 329 674	0	973 329 674	456 085 084	
4687	788 781 304			681 462 053	820 406 334	681 462 053	820 406 334	649 837 023	
46	3 220 196 012	1 785 875 872		1 782 152 631	1 850 462 688	1 782 152 631	1 850 462 688	2 107 922 057	741 911 974
47180	2 648 053	0		1 504 215 248	1 573 051 589	1 504 215 248	1 573 051 589		66 188 288
47181		87 540 003		10 654 881	23 313 108	10 654 881	23 313 108		100 198 228
47182		68 024 177		191 124 990	132 640 096	191 124 990	132 640 096		9 539 283
4726	0	0		45 128 054	45 128 054	45 128 054	45 128 054	0	0
47281	0	0		100 000	100 000	100 000	100 000	0	0
478	0	0		2 478 040 987	2 478 040 987	2 478 040 987	2 478 040 987	0	0
47	2 648 053	155 564 180		4 229 264 160	4 252 273 832	4 229 264 160	4 252 273 832	0	175 925 799
486	422 549			0	422 549	0	422 549	0	0
487		0		0	0	0	0	0	0
491		1 947 293 566		63 543 048	152 101 082	63 543 048	152 101 082		2 035 851 600
classe 4	5 770 031 318	4 430 764 206		15 062 223 251	14 837 788 417	15 062 223 251	14 837 788 417	4 861 177 206	3 297 475 260
507	0			5 698 577 169	5 698 577 169	5 698 577 169	5 698 577 169	0	
515	2 698 953 054			13 291 805 206	14 504 368 317	13 291 805 206	14 504 368 317	1 486 389 943	
531	200 405			447 725 066	446 595 405	447 725 066	446 595 405	1 330 066	
58	0			2 789 838 834	2 789 838 834	2 789 838 834	2 789 838 834	0	
classe 5	2 699 153 459	0		22 227 945 275	23 439 379 725	22 227 945 275	23 439 379 725	1 487 720 009	0

Comptes	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations 2010		Balance de sortie	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6037	81 323 568	41 397 424			81 323 568	41 397 424	39 926 144	
60610	69 095 758	10 042 783			69 095 758	10 042 783	59 052 975	
60611	86 946 890	10 960 365			86 946 890	10 960 365	75 986 525	
60612	9 649 241	2 109 930			9 649 241	2 109 930	7 539 311	
60630	3 972 657	225 628			3 972 657	225 628	3 747 029	
60640	3 871 476	598 371			3 871 476	598 371	3 273 105	
60650	156 425	0			156 425	0	156 425	
60680	2 232 604	159 675			2 232 604	159 675	2 072 929	
6071	271 622 284	0			271 622 284	0	271 622 284	
6072	25 783	0			25 783	0	25 783	
6073	124 565 585	20 251 239			124 565 585	20 251 239	104 314 346	
60	653 462 271	85 745 415			653 462 271	85 745 415	567 716 856	0
6122	9 613 477	715 546			9 613 477	715 546	8 897 931	
61320	46 484 439	90 000			46 484 439	90 000	46 394 439	
61350	0	0			0	0	0	
61400	52 468 521	32 737 265			52 468 521	32 737 265	19 731 256	
61520	9 032 338	1 396 260			9 032 338	1 396 260	7 636 078	
61530	445 743 767	51 202 471			445 743 767	51 202 471	394 541 296	
61531	372 019 478	78 920 473			372 019 478	78 920 473	293 099 005	
61550	8 243 119	1 485 959			8 243 119	1 485 959	6 757 160	
61560	7 238 762	269 212			7 238 762	269 212	6 969 550	
61600	25 582 251	54 287			25 582 251	54 287	25 527 964	
61810	942 908	69 972			942 908	69 972	872 936	
61	977 369 060	166 941 445			977 369 060	166 941 445	810 427 615	0
62260	10 386 019	888 600			10 386 019	888 600	9 497 419	
62270	23 379 812	505 876			23 379 812	505 876	22 873 936	
62310	8 062 698	972 310			8 062 698	972 310	7 090 388	
62333	6 316 405	1 031 775			6 316 405	1 031 775	5 284 630	
62338	6 508 668	55 000			6 508 668	55 000	6 453 668	
62470	5 471 228	961 160			5 471 228	961 160	4 510 088	
62480	132 920	84 000			132 920	84 000	48 920	
62560	3 412 288	0			3 412 288	0	3 412 288	
62570	1 461 993	66 965			1 461 993	66 965	1 395 028	
62600	13 863 797	1 529 581			13 863 797	1 529 581	12 334 216	
62810	1 632 816	0			1 632 816	0	1 632 816	
62820	99 162 008	21 018 347			99 162 008	21 018 347	78 143 661	
62821	4 705 114	5 795 344			4 705 114	5 795 344	-1 090 230	
62825	577 003 151	852 500			577 003 151	852 500	576 150 651	
62	761 498 977	33 761 458			761 498 977	33 761 458	727 737 459	0
63512	0	0			0	0	0	
63780	255 340	0			255 340	0	255 340	
63	255 340	0			255 340	0	255 340	0
64110	548 238 475	0			548 238 475	0	548 238 475	
64120	825 867	10 112 411			825 867	10 112 411	-9 286 544	
642	44 506 881	0			44 506 881	0	44 506 881	
64500	281 664 278	45 944 216			281 664 278	45 944 216	235 720 062	
64720	2 863 925	0			2 863 925	0	2 863 925	
64	878 099 426	56 056 627			878 099 426	56 056 627	822 042 799	0

Comptes	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations 2010		Balance de sortie	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6511	6 296 600	0			6 296 600	0	6 296 600	
65410	0	0			0	0	0	
65440	23 780 087	2 036 934			23 780 087	2 036 934	21 743 153	
658	51 997 720	0			51 997 720	0	51 997 720	
65	82 074 407	2 036 934			82 074 407	2 036 934	80 037 473	0
661	304 622 190	50 868 364			304 622 190	50 868 364	253 753 826	
66	304 622 190	50 868 364			304 622 190	50 868 364	253 753 826	0
67120	32 216 736	20 973 948			32 216 736	20 973 948	11 242 788	
67150	64 817 419	0			64 817 419	0	64 817 419	
67180	0	0			0	0	0	
67185	0	0			0	0	0	
672	23 708 255	17 397 199			23 708 255	17 397 199	6 311 056	
6752	127 555 633	0			127 555 633	0	127 555 633	
6788	0	0			0	0	0	
67	248 298 043	38 371 147			248 298 043	38 371 147	209 926 896	0
68111	18 800 249	0			18 800 249	0	18 800 249	
68112	721 575 737	1 963 496			721 575 737	1 963 496	719 612 241	
6815	0	0			0	0	0	
68162	228 637 358	0			228 637 358	0	228 637 358	
68174	152 101 082	44 681 776			152 101 082	44 681 776	107 419 306	
68	1 121 114 426	46 645 272			1 121 114 426	46 645 272	1 074 469 154	0
695	1 765 728	0			1 765 728	0	1 765 728	
69	1 765 728	0			1 765 728	0	1 765 728	0
classé 6	5 028 559 808	480 426 662			5 028 559 808	480 426 662	4 548 133 146	0

Comptes	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations 2010		Balance de sortie	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
701	0	158 977 990			0	158 977 990		158 977 990
70830	64 022 308	966 711 503			64 022 308	966 711 503		902 689 195
70880	28 943 205	180 233 978			28 943 205	180 233 978		151 290 773
70881	0	0			0	0		0
70882	1 573 255	11 693 613			1 573 255	11 693 613		10 120 358
70	94 538 768	1 317 617 084			94 538 768	1 317 617 084	0	1 223 078 316
722	0	0			0	0		0
72	0	0			0	0	0	0
741	558 125	1 180 344			558 125	1 180 344		622 219
744	28 678 090	1 982 881 899			28 678 090	1 982 881 899		1 954 203 809
746	0	0			0	0		0
748	542 024	149 937 697			542 024	149 937 697		149 395 673
74	29 778 239	2 133 999 940			29 778 239	2 133 999 940	0	2 104 221 701
75820	0	0			0	0		0
7584	1 216 800	57 218 880			1 216 800	57 218 880		56 002 080
7585	0	0			0	0		0
75	1 216 800	57 218 880			1 216 800	57 218 880	0	56 002 080
76100	0	36 746 516			0	36 746 516		36 746 516
76400	0	1 422 831			0	1 422 831		1 422 831
76	0	38 169 347			0	38 169 347	0	38 169 347
77180	0	4 345 954			0	4 345 954		4 345 954
77180	0	8 622 377			0	8 622 377		8 622 377
77200	26 064 974	70 781 043			26 064 974	70 781 043		44 716 069
7752	140 268 189	212 873 224			140 268 189	212 873 224		72 605 035
77700	29 383 678	421 168 187			29 383 678	421 168 187		391 784 509
77	195 716 841	717 790 785			195 716 841	717 790 785	0	522 073 944
78182	0	38 391 154			0	38 391 154		38 391 154
78174	0	18 861 272			0	18 861 272		18 861 272
78	0	57 252 426			0	57 252 426	0	57 252 426
classé 7	321 250 648	4 322 048 462			321 250 648	4 322 048 462	0	4 000 797 814
Affectation du résultat de l'exercice au compte 12			4 000 797 814	4 548 133 146	4 000 797 814	4 548 133 146	4 000 797 814	4 548 133 146
Cumul	50 267 990 044	50 287 990 044	7 893 927 593	6 894 617 001	47 748 641 106	48 747 951 698	55 642 568 699	55 162 142 037
Pour mémoire balance de sortie 2009 hors résultat	55 630 080 816	55 506 849 726						
Pour mémoire comptabilisation résultat (classe 7)	5 238 859 682	0						
Pour mémoire comptabilisation résultat (classe 6)	0	5 362 090 772						
Balance de sortie 2009	60 868 940 498	60 868 940 498						

## COMPTE DE RESULTAT

## DE L'EXERCICE 2010

COMPTE DE RESULTAT Exercice 2010

F 1002  
Ind 1

CHARGES		
	2009	2010
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>4 566 474 416</b>	<b>4 082 686 696</b>
<b>CONSUMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS</b>		
603 Variation de stock	106 672 807	39 926 144
606/7 Achat d'approvisionnements non stockés	7 18 308 872	5 27 790 712
<b>SERVICES EXTERIEURS</b>		
612/3 Locations - Crédit bail	30 877 241	55 292 370
614 Charges de copropriété	88 171 532	19 731 256
615 Travaux d'entretien et de réparations	575 681 363	709 003 089
616 Primes d'assurance	25 410 266	25 527 964
618 Documentation	1 093 463	872 936
622 Rémunérations intermédiaires / honoraires	24 962 982	32 371 355
623 Publicité, information, publication	17 029 195	18 828 686
624 Transport de biens et transport collectif du personnel	4 202 600	4 558 988
625 Déplacements, missions et réceptions	9 494 902	4 807 316
626 Frais postaux et frais de télécommunication	14 151 279	12 334 216
628 Charges externes diverses	789 724 043	654 836 898
<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>		
635/7 Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 641 178	255 340
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>		
641/2 Rémunérations du personnel	562 796 411	583 458 812
645 Charges de sécurité sociale	219 122 147	235 720 062
647 Autres charges sociales	3 255 436	2 863 925
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS</b>		
681 Dotations aux amortissements (charges d'exploitation)	1 121 325 535	1 074 469 154
<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>		
651 Redevance logiciels	5 515 296	6 296 600
654 Créances de l'exercice et des exercices antérieurs	102 867 868	21 743 153
658 Charges sur ressources affectées	144 170 000	51 997 720
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>190 920 296</b>	<b>253 753 826</b>
661 Charges d'intérêts	190 920 296	253 753 826
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>602 102 431</b>	<b>209 926 896</b>
671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice	18 178 570	76 060 207
672 Autres charges sur exercices antérieurs	3 890 325	6 311 056
675 Valeur comptable des actifs cédés	7 487 221	127 555 633
678 Pertes exceptionnelles	572 546 315	0
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>	<b>2 593 629</b>	<b>1 765 728</b>
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>5 362 090 772</b>	<b>4 548 433 146</b>
<b>SOLDE CREDITEUR (bénéfice)</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 117 805 734</b>	<b>4 548 133 146</b>

PRODUITS		
	2009	2010
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>5 591 312 654</b>	<b>3 440 554 523</b>
<b>Produits des activités</b>		
701 Vente faire commerciaux	180 409 777	158 977 990
708 Produits des activités (locations)	925 326 382	1 064 100 326
<b>Production immobilisée</b>		
72 Production immobilisée	6 473 639	0
<b>Subventions d'exploitation</b>		
74 Subventions d'exploitation	2 581 935 983	2 104 221 701
<b>Reprises sur provisions</b>		
78 Reprises sur provisions pour risques et charges	152 398 933	57 252 426
<b>Autres produits</b>		
75 Autres produits de gestion courante	144 767 940	56 002 080
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>12 799 572</b>	<b>38 169 347</b>
76 Produits des placements	12 799 572	38 169 347
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>1 234 747 456</b>	<b>1 522 073 944</b>
<b>Sur opération de gestion</b>		
771 Produits exceptionnels sur opération de l'exercice	758 410 626	12 968 331
772 Produits exceptionnels sur op. des ex. antérieurs	51 874 139	44 716 069
775 Produits des cessions des éléments d'actif	7 286 075	72 605 035
<b>Sur opération en capital</b>		
777 Subvention d'investissement virées au résultat	417 176 616	391 784 509
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>5 238 859 682</b>	<b>4 000 797 814</b>
<b>SOLDE DEBITEUR (perte)</b>	<b>-123 231 090</b>	<b>-547 335 332</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 115 628 592</b>	<b>3 453 462 482</b>

## BILAN

## DE L'EXERCICE 2010

# ACTIF

Actif immobilisé	2009		2010	
	NET	BRUT	AMORT / PROV	NET
203 frais recherche	26 596 048	56 511 627	17 804 988	38 706 639
205 Licenses brevets	19 099 221	47 837 714	33 500 649	14 337 065
211 terrains	6 870 261 851	6 774 824 648		6 774 824 648
213 constructions	8 729 076 109	23 336 993 474	14 358 181 785	8 978 811 689
215 Install tech materiel outillage	1 024 792	8 056 933	7 503 358	553 575
218 autres immobilisations	55 657 028	339 901 095	281 553 767	58 347 328
231 immobilisations en cours	1 827 423 694	1 652 307 490		1 652 307 490
261 immobilisations financières	150 400 000	150 400 000		150 400 000
274,5 autres créances immobilisées	729 705 440	729 405 440		729 405 440
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>18 409 244 183</b>	<b>33 096 238 421</b>	<b>14 698 544 547</b>	<b>18 397 693 874</b>
	(4)	(4)		(4)
<i>Stocks</i>				
37 Stocks	81 323 568	41 397 424		41 397 424
<i>Créances d'exploitation</i>				
40 Débiteurs divers	0	0	0	0
41/491 Créances sur vente	585 142 449	2 752 966 801	2 035 851 600	717 115 201
42 Personnels et comptes rattach	0			0
43 Autres créances	0	0		0
44 Subvention et autre à recevoir	14 328 689	288 348		288 348
466/468 Produits à recevoir	3 220 196 012	2 107 922 057		2 107 922 057
4718 Compte attente à régulariser	2 648 053	0		0
51/53 disponibilités	2 699 153 459	1 487 720 009		1 487 720 009
486 charges constatées d'avance	422 549	0		0
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>6 603 214 779</b>	<b>6 390 294 639</b>	<b>2 035 851 600</b>	<b>4 354 443 039</b>
	(5)	(5)		(5)
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>25 012 458 962</b>	<b>39 486 533 060</b>	<b>16 734 396 147</b>	<b>22 752 136 913</b>

# P A S S I F

F 1002  
Ind 1

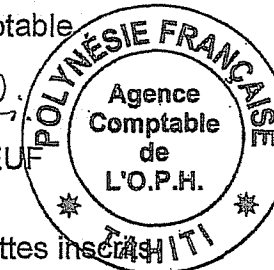
		2009	2010
<i>Capital</i>		NET	NET
102	dotation	409 131 909	409 131 909
106	réserves	2 235 947 416	2 235 947 416
11	report à nouveau	4 448 972 057	4 325 740 967
12	résultat net de l'exercice	-123 231 090	-547 335 332
13	subventions investissement	9 933 757 106	10 066 418 776
<b>TOTAL</b>		<b>16 904 577 398</b>	<b>16 489 903 736</b>
		(1)	(1)
<i>Provisions pour risques et charges</i>			
15	provisions	1 340 757 386	1 531 003 590
<b>TOTAL</b>		<b>1 340 757 386</b>	<b>1 531 003 590</b>
		(2)	(2)
<i>Dettes</i>			
16	emprunts	4 283 653 538	3 469 605 927
		(3)	(3)
<i>Dettes d'exploitation</i>			
40	dettes fournisseurs	419 980 769	236 482 478
42/43	dettes sociales et fiscales	119 321 093	103 082 435
44	Impôts et taxes	2 728 726	4 220 974
4684/4682	charges à payer	1 785 875 872	741 911 974
4718	recettes à régulariser	155 564 180	175 925 799
487	produits constatés d'avance	0	0
<b>DETTES</b>		<b>6 767 124 178</b>	<b>4 731 229 587</b>
		(6)	(6)
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>25 012 458 962</b>	<b>22 752 136 913</b>
<b>fonds de roulement</b>		<b>4 119 744 139</b>	<b>3 092 819 379</b>

L'agent comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte ; il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exceptions, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'établissement pendant l'année 2010 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A Papeete, le 30 juin 2011

l'Agent Comptable

*Hélène OEUF*  
Hélène OEUF

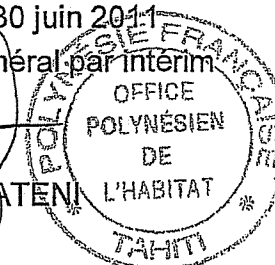


L'ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et des titres de recettes inscrits au présent compte financier.

A Papeete, le 30 juin 2011

Le Directeur Général par intérim

*Tonik ATENI*  
Tonik ATENI

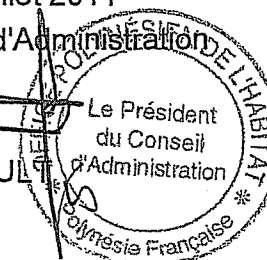


Adopté par le Conseil d'Administration dans sa séance du 29 juillet 2011

A Papeete, le 29 juillet 2011

Le Président du Conseil d'Administration

*Louis FREBAULT*  
Louis FREBAULT



Le Président  
du Conseil  
d'Administration

## **ANNEXE**

## **DE L'EXERCICE 2010**

**ANNEXE DU COMPTE FINANCIER 2010**

**I. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes présentés par l'Office Polynésien de l'habitat ont été établis conformément à l'instruction comptable M9-5 dans le respect des principes généraux de prudence, de régularité et de sincérité, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principes retenus ci dessus ainsi que les règles et méthodes appliquées sont identiques à ceux de l'exercice précédent.

L'activité de l'office est définie par son statut et consiste essentiellement dans la construction et la gestion de logements sociaux. L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier N et s'achève le 31 décembre N. L'exercice précédent avait également une durée de 12 mois.

**II. NOTES SUR LE BILAN**

Le tableau des immobilisations figurant en annexe du compte financier mentionne les mouvements de l'exercice.

**1. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les études et les logiciels. Leur durée d'amortissement est de 4 ans.

## 2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont valorisées au bilan conformément à la règle du coût historique complet. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie économique estimée des biens et autorisés par délibération du Conseil d'Administration.

Les taux utilisés sont les suivants :

Matériels et outillages	:	25 %	4 ans
Agencements installations	:	20 %	5 ans
Matériel de transport	:	20 %	5 ans
Matériel de bureau et informatique	:	25 %	4 ans
Mobilier de bureau	:	25 %	4 ans
Bâtiments	:	6.66 % et 5%	15 et 20 ans
Agencements immeubles	:	25 %	4 ans

### Livraison de 56 logements en 2010 :

résidence Vaihi à Hitiaa : 30 logements en location-vente  
résidence Teiatao à Tiarei : 26 logements

### Sortie de logements et de terrain dans le cadre de l'accession à la propriété en 2010 :

- 29 logements du lotissement TAAPUNA
- 12 logements du lotissement VAITERUPE
- 7 logements du lotissement ATIMA
- 3 logements du lotissement OREMU
- 4 logements du lotissement PETEA
- 4 logements du lotissement PIRAE UTA
- 2 logements du lotissement FAUTAUA
- 2 logements du lotissement TEROMA
- 1 logement du lotissement TENAHO
- 1 logement du lotissement NAHOATA
- 1 logement du lotissement MAIRE NUI

### **3. Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont constituées par les cautionnements liés au leasing de véhicules. 14 véhicules sont concernés fin 2010 pour un loyer mensuel global de 775 769 Fcfp.

### **4. Stocks**

Le stock correspond aux fare bois vendus dans le cadre de l'activité commerciale. Il est valorisé au prix de revient unitaire sur la base des marchés passés. Le stock initial de 36 fare bois n'a pas été complété par le lancement d'un nouveau programme mais des changements de type de fare ont été opérés.

Le stock final, soit 20 kits bois, s'élève à 41 397 424 Fcfp. Il a été établi par l'application d'un coût unitaire de chaque structure au nombre de fare bois non vendus au 31 décembre, soit 15 F2, 3 F3, et 2 F4. L'inventaire physique mené mi-2011 dans le cadre à la liquidation de l'entreprise a conduit à l'évaluation d'une perte potentielle de 11 707 894 Fcfp qui a fait l'objet d'une déclaration au titre des créances de l'établissement ( à laquelle s'ajout la déclaration au titre des fare sociaux soit 25 588 204 Fcfp).

### **5. Clients**

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Les provisions ont été comptabilisées en couverture de 100% des créances à plus d'un an, 50% des créances de 6 mois à 1 an et 25% des créances inférieures à 6 mois pour les créances de loyers. La provision pour clients douteux sur loyers s'établit en fin d'année à 2 017 153 275 Fcfp, soit une augmentation de 76 390 314 Fcfp.

Les créances hors loyers dont le recouvrement paraît compromis ont été provisionnées pour leur valeur nominale, soit 18 463 109 Fcfp. Dans le même temps, des reprises ont été comptabilisées pour 6 295 390 Fcfp.

### **6. Autres créances**

Le compte 467 permet de suivre les opérations de défiscalisation menée par la SCI 2T. En fin d'année 2010, il est créditeur de 30 494 582 Fcfp.

Comptabilisation en ressources affectées des programmes de construction fare et d'AAHI (compte 4682 et 4684) : (annexe jointe)

## **7. Affectation du résultat**

Le conseil d'administration ayant statué sur les comptes de l'exercice 2009 a affecté le résultat en "Report à nouveau" pour sa totalité soit – 123 231 090 Fcfp.

## **8. Provisions pour risques et charges**

Elles couvrent les risques raisonnablement encourus ou avérés dans le cadre des contentieux. En l'absence de nouveaux litiges, aucune nouvelle provision n'a été enregistrée dans ce cadre.

Par ailleurs, les provisions pour grosses réparations ont été enregistrées sur la base de 1% du montant du compte 213 arrêté au 31 décembre de l'année n-1. Elles s'élèvent ainsi à 228 637 358 Fcfp.

## **9. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit**

Le tableau des créances et des dettes figurant en annexe mentionne les durées restant à courir des emprunts. En 2010, il a été procédé, à la demande de l'Agence Française de Développement, au remboursement des emprunts mobilisés fin 2006 pour les programmes Teroma 2.3 et Ahonu, longtemps bloqués pour cause de revendications foncières.

Au 31 décembre 2010, le montant des emprunts s'élève à 2 510 620 780 Fcfp.

Les intérêts courus non échus ont été comptabilisés pour 18 424 302 Fcfp.

## **10. Dettes d'exploitation**

Les dettes sont portées au bilan pour leur valeur nominale après prise en compte de toutes les charges à payer pouvant résulter tant des obligations contractuelles de la société que des législations fiscales et sociales en vigueur sur le territoire.

Leur échéance est inférieure à un an. Elles s'élèvent à 236 482 478 Fcfp.

#### **IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

##### **1. Eléments relatifs au résultat d'exploitation**

Les recettes d'exploitation s'établissent à 3 440 554 523 Fcfp contre 3 991 312 654 Fcfp en 2009 soit une baisse de 14 % compte tenu de la diminution des subventions et de la rémunération de maîtrise d'ouvrage.

Les charges d'exploitation s'établissent à 4 082 686 696 Fcfp contre 4 566 474 416 Fcfp en 2009, soit une baisse de 10,5 %

##### **2. Résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel s'établit à 312 147 048 Fcfp.

Les principaux éléments de sa formation sont les suivants :

- quote-part des subventions virées au compte de résultat : 391 784 509 Fcfp.
- Contrôles opérés en matière de respect des obligations des attributaires de fare OPH conduisant à l'émission de titres de recette pour remboursement de l'aide publique à hauteur de 23 640 880 Fcfp.
- Vente de logement dans le cadre de l'accession à la propriété : - 54 950 598 Fcfp.

Les autres sommes portées en produits exceptionnels concernent les reliquats FSH sur années antérieures (7 millions environ), les indemnités journalières (7 millions), indemnités d'assurance suite à sinistre...

#### **V. AUTRES INFORMATIONS**

##### **1. Effectif à la clôture de l'exercice.**

Par effectif, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par l'entreprise. Il est composé à la clôture des comptes de 127 personnes en CDI et 7 collaborateurs en CDD.

##### **2. Engagements hors bilan**

Enfin, au 31 décembre 2010, l'OPH a évalué son engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite à un montant de 31 406 313 FCFP. La provision représente le montant des engagements de retraite à l'égard des salariés en proportion de leur ancienneté et attribué le jour de leur départ à la retraite. Il est tenu compte de la probabilité pour chaque salarié d'être vivant et de rester dans l'entreprise jusqu'à la retraite. Il a été décidé de prendre un taux moyen d'augmentation des rémunérations annuelles de 2,5%.

N° COMPTE & LIBELLE	VALEUR BRUTE AU 31/12/09	CUMUL DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/09	ACQUISITIONS DE L'EXERCICE	CESSIONS DE L'EXERCICE	VALEUR BRUTE AU 31/12/10	DIMINUTION DES AMORTISSEMENTS	AMORTISSEMENT EXERCICE 2010	CUMUL DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/10	VALEUR NETTE AU 31/12/10
<b>203</b> FRAIS D'ETUDE	33 061 904	6 465 856	23 449 723		56 511 627	0	11 339 132	17 804 988	38 706 639
<b>205</b> LICENCES	45 138 753	26 039 532	2 698 961	0	47 837 714	0	7 461 117	33 500 649	14 337 065
<b>SOUS TOTAL COMPTE 20</b>	<b>78 200 657</b>	<b>32 505 388</b>	<b>26 148 684</b>	<b>0</b>	<b>104 349 341</b>	<b>0</b>	<b>18 800 249</b>	<b>51 305 637</b>	<b>53 043 704</b>
<b>211</b> TERRAINS	6 870 261 851	0	1 963 496	97 400 699	6 774 824 648			0	6 774 824 648
<b>213</b> CONSTRUCTIONS	22 821 904 648	14 098 137 097	724 795 920	500 946 355	23 045 754 212	472 794 917	694 636 094	14 319 978 274	8 725 775 938
<b>2135</b> AGENCEMENTS - AMENAGEMENTS	41 613 614	36 522 558	249 625 647	0	291 239 261		1 680 955	38 203 513	253 035 748
<b>21540</b> MATERIEL OUTILLAGE INDUSTRIEL	8 056 933	7 032 141	0	0	8 056 933	0	471 217	7 503 358	553 575
<b>21810</b> AGENCEMENTS - AMENAGEMENTS	45 576 702	45 576 702	0	0	45 576 702	0	0	45 576 702	0
<b>21820</b> MATERIEL de TRANSPORT	116 023 215	89 201 772	13 360 000	24 530 000	104 853 215	24 530 000	13 354 884	78 026 656	26 826 559
<b>2183</b> MATERIEL BUREAU-INFORMATIQUE	102 533 953	91 839 281	6 465 378	0	108 999 331	0	6 869 952	98 709 243	10 290 088
<b>21840</b> MOBILIER	61 945 047	50 155 029	6 441 361	0	68 386 408	0	5 542 908	55 697 937	12 688 471
<b>21880</b> MATERIEL LOURD	8 910 911	2 560 016	3 174 528	0	12 085 439	0	983 213	3 543 229	8 542 210
<b>SOUS TOTAL COMPTE 21</b>	<b>30 076 826 874</b>	<b>14 421 024 595</b>	<b>1 005 826 330</b>	<b>622 877 054</b>	<b>30 459 776 149</b>	<b>497 324 917</b>	<b>723 539 233</b>	<b>14 647 238 911</b>	<b>15 812 537 238</b>
<b>231</b> IMMOBILISATION EN COURS	1 827 641 194	0	505 012 789	680 346 493	1 652 307 490	0	0	0	1 652 307 490
<b>261</b> TITRES DE PARTICIPATIONS	150 400 000	0	0	0	150 400 000	0	0	0	150 400 000
<b>2741</b> AUTRES PRETS	727 887 700		0	0	727 887 700	0	0	0	727 887 700
<b>2755</b> CAUTIONNEMENTS VERSES	1 817 740	0	0	300 000	1 517 740	0	0	0	1 517 740
<b>SOUS TOTAL COMPTE 27</b>	<b>729 705 440</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>300 000</b>	<b>729 405 440</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>729 405 440</b>
<b>TOTAL CLASSE 2</b>	<b>32 862 774 165</b>	<b>14 453 529 893</b>	<b>1 536 987 803</b>	<b>1 303 523 547</b>	<b>33 096 238 420</b>	<b>497 324 917</b>	<b>742 339 482</b>	<b>14 698 544 548</b>	<b>18 397 693 872</b>

**ETAT DES CREANCES DOUTEUSES AU 31/12/2010**  
en cours

CLIENTS	CREANCES	PROVISIONS				
	Créances fin 2010	Provisions 2009 nettes des reprises	Dotations de l' exercice	Reprises de l' exercice	Provisions fin de l' exercice	Taux de Provision Cumulé
Créances à plus d'un an (100%)	1 889 821 570	1 792 475 250	97 346 320	12 565 882	1 877 255 688	99%
Créances de plus de 6 mois à moins d'un an (50%)	178 727 105	100 429 876	-11 066 323		89 363 553	50%
Créances de moins de 6 mois (25%)	202 136 136	47 857 835	2 676 199		50 534 034	25%
<b>Total des créances locatives</b>	<b>2 270 684 811</b>	<b>1 940 762 960</b>	<b>88 956 196</b>	<b>12 565 882</b>	<b>2 017 153 275</b>	<b>89%</b>
Créances hors Gestion Locative	80 032 909	6 530 606	18 463 109	6 295 390	18 698 325	23%
<b>TOTAL DES CREANCES DOUTEUSES</b>	<b>2 350 717 720</b>	<b>1 947 293 566</b>	<b>107 419 305</b>	<b>18 861 272</b>	<b>2 035 851 600</b>	<b>87%</b>

ETAT DES PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS AU 31/12/2010

Valeur Parc Immobilier	Provisions début provision nette des reprises	Dotations de l' exercice	Reprises de l' exercice	Provisions fin de l' exercice nette des reprises	Taux de Provision Cumulé
22 863 735 762	1 332 166 967	228 637 358	38 391 154	1 522 413 171	6,7%

SITUATION DES EMPRUNTS AU 31/12/2010

BANQUE	Capital dû au 31/12/2009	Capital souscrit en 2009	Versements échus au cours de l'exercice			Capital restant dû à la clôture de l'exercice			
			Total	Capital	Intérêts	Total	A - 1 an	A + 1 an et - 5 ans	A + 5 ans
Banque de Polynésie	109 355 393		29 203 716	25 334 458	3 869 258	84 020 935		84 020 935	
Banque de Tahiti	91 227 562		9 057 689	7 664 760	1 392 929	83 562 802			83 562 802
Agence Française de Dvlpt	3 197 495 009		966 594 680	770 437 031	196 157 649	2 427 057 978			2 427 057 978
Dexia	864 074 470		45 000 000	7 534 560	37 465 440	856 539 910		856 539 910	
<b>TOTAL</b>	<b>4 262 152 434</b>	<b>0</b>	<b>1 049 856 085</b>	<b>810 970 809</b>	<b>238 885 276</b>	<b>3 451 181 625</b>	<b>0</b>	<b>940 560 845</b>	<b>2 510 620 780</b>

Les intérêts courus non échus représentent la somme de 18 424 302 F cfp (crédit compte 1688)

Les commissions d'aval payées au Pays sont égales à 20 592 841 F cfp.

Les intérêts remboursés au titre du prêt à l'AFD comporte les pénalités de retard liées au remboursement par anticipation à ma demande de l'AFD des emprunts souscrits pour les opérations Teroma 2.3 et Motio

**SUIVI DES PRODUITS A RECOURRER ET CHARGES A PAYER**

Programme	Opération	4682 Charges à payer	4684 Produits à recevoir	Commentaires
-----------	-----------	----------------------	--------------------------	--------------

30 FARE DUR 2006	Convention		279 000 000	279 000 000	Arrêté n° 2392/PR du 08/09/06 02/10/2006  27/11/2007 Participations  Participations  Pas d'encaissement en 2009  Acompte n°2  <b>FINANCEMENT TTC</b>
	Encaissement 2006			71 145 000	
	Réalisation 2006	27 944 770		28 599 700	
	Encaissement 2007			71 145 000	
	Réalisation 2007	164 177 431		16 779 600	
	Réalisation 2008	62 353 045			
	Encaissement 2008			2 734 200	
	Réalisation 2009	4 488 537			
	Encaissement 2009				
	Réalisation 2010	1 664 196			
	Encaissement 2010			71 145 000	
		<b>18 372 021</b>	<b>17 451 500</b>		

30 FARE DUR 2007	Convention		287 000 000	287 000 000	Arrêté n° 1903/Cm du 28.12.07 Participations  25.02.08 : Avance de 30%  Participations Annulations des participations  Acompte n°1 du 08.01.2009 Participations  <b>FINANCEMENT TTC</b>
	Encaissement 2007			22 749 500	
	Réalisation 2007	8 372 013			
	Encaissement 2008			121 975 000	
	Réalisation 2008	153 380 720			
	Encaissement 2008			10 672 200	
	Régularisation 2008			-1 960 700	
	Réalisation 2009	33 456 483			
	Encaissement 2009			24 937 887	
	Encaissement 2009			5 169 900	
Réalisation 2010	49 949 709				
		<b>41 841 074</b>	<b>103 456 213</b>		

250 FARE BOIS 2007	Convention		1 572 000 000	1 572 000 000	Arrêté n° 1902/CM du 28.12.07 Participation  25.02.08 : avance de 30%  Participations  Acompte n°1 du 08.01.2009 Participations  <b>FINANCEMENT TTC</b>
	Encaissement 2007			64 072 490	
	Réalisation 2007	526 299 067			
	Encaissement 2008			746 700 000	
	Réalisation 2008	797 188 314			
	Encaissement 2008			31 485 600	
	Réalisation 2009	137 933 172			
	Encaissement 2009			557 534 093	
	Encaissement 2009			3 128 320	
	Réalisation 2010	35 151 688			
		<b>75 427 760</b>	<b>163 085 997</b>		



**ETAT DE REPORT DE CREDITS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE 2010 SUR L'EXERCICE 2011**

N°COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P.+D.M.)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTEES
203	Frais de recherche et de développement	121 553 072	27 383 954	94 169 118
205	Brevets et licences	10 860 875	2 698 961	8 161 914
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>132 413 947</b>	<b>30 082 915</b>	<b>102 331 032</b>
211	Terrains	1 064 608 541	1 963 496	1 062 645 045
213	Constructions	615 682 457	249 625 647	366 056 810
215	Instal.techniques,mat. et outil.industriels	752 092	0	752 092
218	Autres immobilisations corporelles	73 416 391	29 441 267	43 975 124
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 754 459 481</b>	<b>281 030 410</b>	<b>1 473 429 071</b>
231	Immobilisations corporelles en cours	7 045 211 778	543 818 145	6 501 393 633
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>7 045 211 778</b>	<b>543 818 145</b>	<b>6 501 393 633</b>
26	Titres de participations	0	0	0
<b>26</b>	<b>PARTICIPATIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
274	Autres prêts	0	0	0
275	Dépôts et cautionnements versés	2 476 000	0	2 476 000
<b>27</b>	<b>DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES</b>	<b>2 476 000</b>	<b>0</b>	<b>2 476 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>8 934 561 206</b>	<b>854 931 470</b>	<b>8 079 629 736</b>

L'agent comptable Agence  
Comptable  
de  
L'O.P.H.  
\*  
\*  
Hélène CEU  
\*  
\*  
TAHITI

Le Directeur Général par intérim  
OFFICE  
POLYNÉSIE  
DE  
L'HABITAT  
\*  
\*  
Tjiriki ATENI  
\*  
\*  
TAHITI

ETAT DETAILLE DES CREDITS REPORTES AU 31/12/2010

N° COMPTÉ	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P+D.M)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTES	Observations
203	Frais d'études	121 553 072	27 383 954	94 169 118	
205	Brevets et licences	10 860 875	2 698 961	8 161 914	
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>132 413 947</b>	<b>30 082 915</b>	<b>102 331 032</b>	
211	Divers terrains	805 702 695	1 963 496	803 739 199	
211	HOTUAREA	22 400 000		22 400 000	
211	OUTUMAORO	10 275 846		10 275 846	
211	POFATU (ex-centre personnes âgées)	54 000 000		54 000 000	
211	TIMIONA 2.2	142 230 000		142 230 000	
211	VAITEA - Cité de transit	30 000 000		30 000 000	
<b>211</b>	<b>TERRAINS</b>	<b>1 064 608 541</b>	<b>1 963 496</b>	<b>1 062 645 045</b>	
2135	Install. Agenc. Aménag.	615 682 457	249 625 647	366 056 810	
<b>213</b>	<b>CONSTRUCTIONS</b>	<b>615 682 457</b>	<b>249 625 647</b>	<b>366 056 810</b>	
2154	Matériel et outillage	752 092	0	752 092	
<b>215</b>	<b>INSTALL TECHNIQUES MATERIEL ET OUTILLAGE</b>	<b>752 092</b>	<b>0</b>	<b>752 092</b>	
21820	Matériel roulant	15 636 282	13 360 000	2 276 282	
2183	Matériel bureau et informatique	14 982 761	6 465 378	8 517 383	
2184	Mobilier	31 854 953	6 441 361	25 413 592	
2188	Matériel lourd	10 942 395	3 174 528	7 767 867	
<b>218</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>73 416 391</b>	<b>29 441 267</b>	<b>43 975 124</b>	
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>1 754 459 487</b>	<b>281 030 410</b>	<b>1 473 429 071</b>	

N° COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P+D.M)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTES	Observations
231	AHNNE	0	0	0	
231	AMOE 2 (27 logts)	8 000 000	4 601 679	3 398 321	
231	BROWN	2 172 699	456 372	1 716 327	
231	Crédits non affectés à une opération particulière	72 326 607	0	29 657 314	
231	- AHONU		3 492 902		
231	- BEL AIR - Transit (ex gendarmerie)		3 884 278		
231	- Emissaire PUNAVAI		82 500		
	- Luine		12 282 038		
	- Vaihi		18 416 772		
231	- Hauts de Teroma	0	4 510 803		
231	Domaine LABBE	2 354 000 000	2 242 575	2 351 757 425	
231	FAREHOTU	13 266 796	0	13 266 796	
231	HAMUTA VAL Réhab	253 739 156	119 333 757	134 405 399	
231	HOTUAREA (RHI)	981 379 716	6 765 279	974 614 437	
231	LUIINE	30 516 158	30 516 158	0	
231	MAHINATEA	15 193 858	41 442 180	-26 248 322	
231	MAMAO AH FAT accession	1 000 000	200 310	799 690	
231	MOTIO	0	26 837 626	-26 837 626	
231	OUTUMAORO 30 LGTS	527 069 918	13 071 104	513 998 814	
231	PERETUNA	261 871 216	1 251 945	260 619 271	
231	POFATU (ex-Tupuna Nui)	224 904 713	151 223 124	73 681 589	
231	PUNA NUI	150 000 000	30 931 689	119 068 311	
231	Réhabilitation en milieu occupé		21 235 869	-21 235 869	
231	TEAA	7 912 872	434 280	7 478 592	
231	TEAHATEA	7 300 000	2 307 096	4 992 904	
231	TEHAU	10 860 000	808 500	10 051 500	
231	TEIATO (transfert au compte 467)	0	0	0	82 000 897 Fcfp et 9 147 550 Fcfp
231	VAIMATUIA (transfert au compte 467)	0	0	0	dépenses transférées à la SCI 2T
231	TEPAPA Réhab	197 710 392	2 548 894	195 161 498	
231	TEPAPA 3	0	1 028 660	-1 028 660	
231	TIMIONA 1 et 2 (18 et 30 LGTS)	83 092 533	9 429 467	73 663 066	
231	TIMIONA 2.2 (RHI)	524 758 000	452 400	524 305 600	
231	UTUFARA	8 070 877	0	8 070 877	
231	VAIHI	28 217 960	28 217 960	0	
231	VAIHIRIA (aménagement du plateau)	138 493 600	42 744	138 450 856	
231	VAIRAI	33 000 000	6 600	32 993 400	
231	VAITEA - Cité de transit	253 496 794	2 938 195	250 558 599	
231	VAITEMANU 2	450 000 000	856 056	449 143 944	
231	VAITUPA - Transit Algeco	406 857 913	1 968 333	404 889 580	
23	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS</b>	<b>7 045 211 778</b>	<b>543 818 145</b>	<b>6 501 393 633</b>	

N° COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P.+D.M)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPOTES	Observations
261	TITRES DE PARTICIPATION	0	0	0	
26	<del>PARTICIPATIONS</del>	<del>0</del>	<del>0</del>	<del>0</del>	
274	PRÊT AUX DEFISCALISANTS	0	0	0	
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	2 476 000	0	2 476 000	
27	<del>DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES</del>	<del>2 476 000</del>	<del>0</del>	<del>2 476 000</del>	
	<b>TOTAL</b>	<b>8 934 561 206</b>	<b>854 931 470</b>	<b>8 079 629 736</b>	

